



Evaluation dans la scolarité commune :

des avancées à soutenir et accompagner

Les CRAP-Cahiers Pédagogiques, Education et Devenir, la FCPE, le SE-Unsa et le Sgen-CFDT, acteurs impliqués dans la Refondation de l'École de la République, soutiennent les avancées inscrites dans les nouvelles modalités d'évaluation validées par le Conseil Supérieur de l'Education du 15 octobre dernier.

A la suite des nouveaux programmes, l'organisation par cycles du livret scolaire de la scolarité obligatoire marque la volonté de faire vivre la cohérence et la continuité entre école et collège, facilite la transition pour les élèves les plus fragiles et le travail commun entre les professeurs de CM1-CM2 et ceux de 6^{ème}.

Les bilans de fin de cycle sont les outils du suivi des élèves d'un cycle à l'autre et le support du contrôle continu pour le Diplôme National du Brevet. On sort ainsi du double système imposé actuellement « programmes/moyennes/contrôle continu » d'un côté, « compétences/Livret » de l'autre.

Les enseignants pourront continuer à utiliser des notes chiffrées mais celles-ci ne jouent plus un rôle déterminant dans le parcours des élèves. En effet, elles ne seront pas prises en compte pour le DNB ou pour l'orientation. Les équipes qui se sont engagées ou qui souhaitent s'engager dans l'évaluation par compétences voient leur démarche soutenue et simplifiée. Fini le casse-tête de la transformation en notes sur 20 des niveaux de maîtrise des compétences !

Enfin, nous nous félicitons de la disparition du mot « moyenne » dans le décret et les arrêtés, tant cette pratique rend opaques les informations sur les acquis réels des élèves, renvoie à une évaluation-classement qui n'a pas lieu d'être dans la scolarité commune et s'avère improductive en termes d'exigence réelle et d'efficacité pour les apprentissages. Les bulletins de suivi devraient ainsi gagner en transparence et améliorer les échanges avec les parents.

Le nouveau DNB gagne en simplicité dans sa partie contrôle continu. En revanche, les épreuves terminales sont alourdies, valorisant les performances d'un jour au détriment des apprentissages approfondis et durables. Cependant, grâce à un poids renforcé du contrôle continu, elles ne pourront pas compromettre les chances d'un élève d'obtenir le DNB s'il maîtrise le socle au niveau attendu. Elles pourront même permettre à un élève au niveau fragile de « faire ses preuves » et d'obtenir le DNB, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Même si nous aurions souhaité aller encore plus loin, nous saluons les perspectives maintenant ouvertes. Des outils nouveaux doivent accompagner ces transformations et impliquer les acteurs concernés dans leur élaboration. En particulier le positionnement sur les domaines du socle ne va pas de soi. Comment passer d'une évaluation menée individuellement par chaque enseignant dans sa discipline à un positionnement défini collectivement sur des compétences partagées ? Une des pistes à creuser sera l'évaluation des enseignements pratiques interdisciplinaires (EPI), lieu de mise en évidence d'un nombre important de compétences attendues. Rappelons que plus de 60% des enseignants se disaient conscients des limites de l'évaluation chiffrée et qu'une très large majorité d'entre eux (70 %) exprimait le souhait d'être formée à d'autres méthodes d'évaluation lors de la consultation sur le socle commun. Le changement est souhaité, il est possible.

Contacts Presse :

CRAP-Cahiers pédagogiques : Cécile Blanchard – 01 43 70 98 48 / Education et Devenir : Marie-Claude Cortial – 06 85 76 51 51

FCPE : Laurence Guillermou – 01 43 57 16 16 / SE-Unsa : Brigitte Biardoux – 01 44 39 23 93 / Sgen-CFDT : Pierre Frustier – 01 56 41 51 02